



L'austérité n'est pas une fatalité !

Page 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

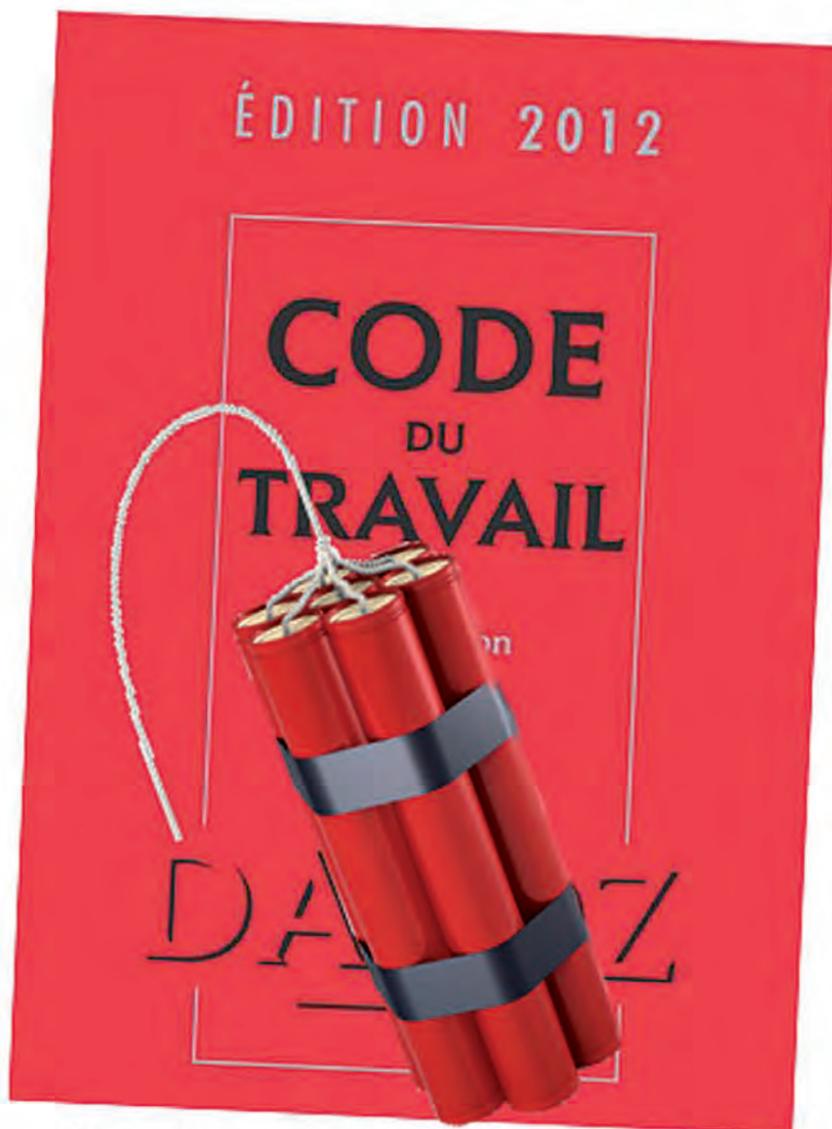
Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 951

28 février 2013

prix : 0,70 €

5 mars:



Ne laissons pas le Medef dynamiter le code du travail !

Economie

Rallumer les moteurs
de la croissance pour
satisfaire les besoins

2

CHU



Quel avenir ?

3

**Le 8 mars,
c'est toute l'année**

5

Exposition

Les deux guerres mondiales
au château des ducs
de Bretagne

6

ANECR



Projet de loi sur l'École :
Conforter les premières
avancées, combattre
les régressions

7

La fausse solution du marché unique transatlantique pour l'horizon 2015.

Devant le ralentissement économique généralisé à l'échelle mondiale qui s'annonce pour 2013, le président Obama vient de réactiver un plan de relance pour sauver l'économie des Etats-Unis de la récession. Plus l'année s'avance et plus les conséquences des politiques économiques de l'Union Européenne pèsent sur les échanges avec le nouveau monde (prévision U.E pour 2013, moins 0,4%). Reprenant le dogme ultralibéral selon lequel le libre-échange intégral serait porteur de croissance, il propose un grand marché unique transatlantique par delà les deux rives de l'océan (E.U + U.E), avec la mise en place d'une institution commune (le Conseil Economique Transatlantique -CET-). Ceux qui feignent de « découvrir l'Amérique » dans cette nouvelle bonne idée manquent singulièrement de mémoire : Le projet est dans les tuyaux depuis 2008. C'est pendant la présidence européenne tournante de Mme Merkel que cet élément d'une **gouvernance libérale renforcée** a été signé, discrètement. Intégrée militairement à l'OTAN, sous contrôle financier du FMI, l'Europe capitaliste est sur la pente savonneuse d'une future province de « l'empire américain ».



L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par **Pedro MAIA**



C'est avec élan et combativité que le Parti communiste français s'engage dans la mise en œuvre des ses orientations de congrès. L'actualité politique est intense et beaucoup reste à faire

pour inverser le cap économique fixé par la majorité présidentielle. C'est l'objectif du Front de gauche avec sa campagne « pour une alternative à l'austérité », une campagne nationale forte pour dire et proposer d'autres choix politiques. N'en déplaise aux forces d'argent et aux tenants du capitalisme, nous sommes une force qui compte dans le paysage politique et nous ne laisserons pas les marchés financiers s'attaquer au monde du travail sans rien dire et sans rien faire. **Nous ne nous résignons pas ! Nous soutiendrons les mobilisations sociales, à commencer par celle du 5 mars prochain contre l'accord dit de « sécurisation de l'emploi » imposé par le MEDEF et signé sans vergogne par des organisations syndicales minoritaires chez les salariés.** La tâche

« **Nous sommes une force qui compte dans le paysage politique et nous ne laisserons pas les marchés financiers s'attaquer au monde du travail sans rien dire et sans rien faire** »

n'est pas simple mais nous pouvons construire un rapport de force conséquent si nous parvenons à mobiliser et rassembler largement, avec responsabilité, celles et ceux qui ont exprimé un espoir de changement il y a maintenant presque un an et qui aujourd'hui sont, force est de le constater, insatisfaits, et avec raison. La direction départementale du Parti communiste, renouvelée, est au travail pour mettre en mouvement les communistes, redonner l'espoir à gauche et empêcher la droite et l'extrême droite de fédérer le mécontentement populaire. Plusieurs grands rendez-vous sont devant nous, le banquet départemental du Front de gauche le 29 mars, une journée de rencontres du Front de gauche le 20 avril, la fête des Nouvelles de Loire-Atlantique des 18 et 19 mai. Autant de moments et d'espaces de construction qui compteront dans la vie politique départementale.

Rallumer les moteurs de la croissance pour satisfaire les besoins...



Le G20 qui vient de se tenir à la mi-février à Moscou a tiré la sonnette d'alarme. Avec les médiocres 3,5 % de croissance annoncés pour 2013 par le F.M.I, aucun pays ne peut espérer résorber son chômage, et bien des gouvernements sont en fâcheuse posture électorale. La crise mondiale du capitalisme s'approfondit en crise politique.

Chacun est à même aujourd'hui de mesurer l'erreur d'orientation des politiques économiques de la zone euro. « L'homme malade » de l'économie mondiale n'est pas sur le chemin de la guérison. Demandez aux peuples de l'Europe du Sud...

Sous la menace des marchés financiers, sous la pression de Bruxelles, le gouvernement Hollande-Ayrault s'est engagé dans l'ornière des rigueurs comptables abstraites : un déficit public réduit à 3% en 2013 et nul en 2017. Comment espérer récupérer les 10 points d'activité perdus durant la crise financière en mettant en place une austérité aveugle qui détruit l'emploi, la croissance et notre modèle social. Ces plans diminuent le pouvoir d'achat, font chuter la consommation intérieure -donc le PIB- ce qui diminue les rentrées fiscales.

Chaque pays souffre de la baisse de la demande chez ses partenaires. Comment alors s'étonner que la croissance soit nulle quand on en a éteint tous les moteurs !

Chaque trimestre, les chiffres doivent être revus à la baisse, les objectifs fixés ne peuvent être atteints. Les gouvernements doivent envisager de nouvelles mesures d'austérité puisque les précédentes n'ont pas suffi ! Le cercle vicieux de la crise tourne à plein. Visiblement la classe capitaliste n'a rien retenu des leçons de l'Histoire des années 30.

Le déficit actuel des finances publiques ne

provient pas d'une dépense inconsidérée, mais du détournement des richesses au profit d'une minorité.

Ce qu'il faut c'est rallumer les moteurs de la croissance pour satisfaire les besoins de la vie ... Des maternités pour les naissances, des crèches, des écoles... Permettre à chaque jeune d'envisager la perspective d'une formation et d'un emploi...que la santé, la culture, les fins de vie de nos anciens soient dignes... Chaque lutte qui permet la satisfaction d'une revendication, fait reculer l'austérité que la droite et le social-libéralisme croient nécessaire d'imposer au nom d'une idéologie malthusienne.

L'organisation des territoires avec leurs exigences d'équipements de proximité, de démocratie, d'infrastructures, depuis les communes, les départements jusqu'aux régions, constituent un des enjeux du moment pour répondre aux attentes des populations. Au-delà des grands choix de la nation doivent se retrouver dans des budgets ambitieux pour construire l'avenir à moyen terme, comme la ré-industrialisation. La politique économique doit soutenir l'activité tant que le chômage ne recule pas nettement. Il est légitime que les investissements publics soient financés par l'emprunt basé sur l'épargne nationale, délivré des marchés financiers. Mais en tout premier lieu, le moteur qui allume tous les autres, c'est celui du pouvoir d'achat, qui permet à notre peuple de retrouver sa dignité, et le goût d'une vie qui mérite d'être vécue. C'est pourquoi il n'est pas de priorité plus urgente que de rassembler les volontés de tous ceux qui ont voulu le changement de cap au printemps dernier, pour retrouver le rapport de force qui fera reculer le camp de la barbarie capitaliste.

De vous à moi

« Vous pouvez garder vos soi-disant ouvriers. Titan n'est pas intéressé par l'usine d'Amiens Nord » c'est la conclusion du courrier adressé au ministre du Redressement productif par le président de Titan International, groupe américain basé dans l'Illinois. Pour éviter la fermeture du site de Goodyear, Arnaud Montebourg espérait que ce groupe spécialisé dans la fabrication de pneus agricoles accepterait d'ouvrir des négociations pour reprendre l'activité du site. La réponse vient de parvenir et vaut le détour « Les salariés français touchent des salaires élevés ...ils ont une heure pour leurs pauses et leur déjeuner,....Titan a l'argent et le savoir-faire pour produire des pneus. Qu'a le syndicat fou ? (la CGT ndr) ...Titan va acheter un fabricant de pneus chinois ou indien, payer moins d'un euro l'heure de salaire et exporter tous les pneus dont la France a besoin ! ». Un coup à vous faire devenir militant communiste !

En bref

Les vases communicants...

Le président des Etats-Unis dans son discours de l'Union a annoncé son objectif de rapatrier dans les 12 mois à venir plus de la moitié des 66 000 soldats américains déployés en Afghanistan.

Par ailleurs le Washington Post croit évaluer « l'ingérence iranienne » en Syrie à au moins 50 000 combattants. Les missiles américains devant assurer la « sécurité » de la frontière turco-syrienne achèvent de se mettre en place.

Gaza : des tunnels inondés.

Le réseau de tunnels est essentiel à la vie de Gaza, permettant l'importation d'environ 30 % de tous les biens atteignant la bande de territoire enclavée et soumise à un blocus israélien depuis plus de sept ans. Les forces armées égyptiennes viennent d'en inonder plusieurs, sous prétexte de contrebande.

France-Qatar : Petite manœuvre et harmonisation.

Jean-Yves Le Drian ministre de la défense a rendu une brève visite au prince héritier du Qatar. L'émirat allié de la France est suspecté d'avoir soutenu et armé les islamistes radicaux du nord Mali, ce qu'il a nié.

L'essentiel semble ailleurs... se déroule jusqu'au 7 mars, un exercice commun, baptisé Gulf Falcon 2013, rassemblant au Qatar 1300 militaires français et autant de soldats qataris.

« L'animal politique affleure sous le retraité ».



Juppé croit « sentir » l'envie, Christine Boutin trouve que « la droite manque de leaders ». Brice Hortefeux, Claude Guéant, Frédéric Lefebvre, le club des amis du président, souhaite le retour de l'homme providentiel, comme 75 % des sympathisants UMP. Mais les français ne se déjugent pas de leur vote de Mai 2012. Seuls 35 % souhaitent le retour en politique de Nicolas Sarkozy. Comme quoi, les français ont plus de mémoire que l'on dit.

« Vas-y David, tiens bon ! La semaine prochaine, je t'apporte une robe ! ».

C'est le tweet que Cécile Duflot voulait écrire lorsqu'elle a vu David Douillet, en jean dans l'hémicycle pour poser une question sur le Grand Paris. La droite l'avait critiquée pour ses tenues peu académiques. Au grand soulagement de ses collègues parlementaires, elle s'est retenue d'envoyer ce message.

Le fait : Vignoble à 28 ?... Bonjour la démocratie !

Comme dans beaucoup de domaines, « l'héritage Sarkozy » est loin d'avoir été remis en cause après sa défaite. La réforme territoriale de 2010, condamnée par l'ensemble de la gauche et même par certains élus de droite, est toujours en vigueur. **Seul le conseiller territorial a été abrogé par le gouvernement PS-EELV.** Le front de Gauche et en son sein les communistes continuent à exiger l'abrogation de l'ensemble de cette réforme. Sans aucune concertation des populations, ni des syndicats des personnels communaux, le projet de fusion des 28 communes du vignoble et des quatre intercommunalités favorise à marche forcée le regroupement des communes dans une logique des compétitivités et de concurrence entre les territoires, affaiblissant les services de proximité selon un schéma européen. **Le collectif citoyen de large rassemblement, pour une intercommunalité librement choisie » conteste ce projet autoritaire.** Certains à droite et au PS verraient bien les conseils municipaux voter le même jour fin juin 2013, avant les municipales de mars 2014 ! **Bonjour la démocratie !**



En Loire-Atlantique

3

CHU quel avenir ?

La chambre régionale des comptes vient de révéler l'existence de « provisions irrégulières » dans le budget du CHU de Nantes. Cette situation illustre parfaitement les inquiétudes exprimées à de nombreuses reprises par les organisations syndicales et que j'ai eu l'occasion de relayer alors que je siégeais au conseil d'administration. C'est ainsi que j'avais voté contre un budget qui, au lieu de répondre aux besoins de développement de l'hôpital public préférerait réaliser des coupes sombres. **Les élus communistes nantais et de l'agglomération nantaise ont toujours dénoncé le fait que l'avenir du CHU de Nantes ne dépende que du seul prisme comptable et de la « maîtrise » des charges de personnel.** Cette vision comptable s'inscrit dans une perspective de démantèlement de ce service public de la santé privilégiant une logique de rentabilité financière à l'offre de soins. Le fait que l'on apprenne aujourd'hui que le CHU de Nantes provisionnait est proprement scandaleux.

L'application du tarif à l'activité (dite T2A) à 100 % imposée sous Sarkozy pour réduire les déficits publics a accéléré la dégradation généralisée de la situation des CHU. A cela est venu s'ajouter le processus de privatisation de la santé promu par la loi HPST (Hôpital, patients, santé, territoires) dite loi Bachelot mettant en danger les hôpitaux publics. **Pour les élus communistes il faut abroger ces lois qui ont tant dégradé la situation de l'hôpital public.** Les contraintes drastiques imposées sont incompatibles avec une politique de santé digne de ce nom. Le CHU de Nantes doit s'inscrire dans une visée ambitieuse pour l'accueil hospitalier comme pour sa politique de recherche.

Lors du débat sur le transfert du CHU fin 2010, nous avons souligné que s'il y avait un intérêt à conserver l'hôpital en cœur d'agglomération, pour ne pas laisser aux trois grandes cliniques privées le soin de se répartir le territoire, **cela ne pouvait s'inscrire dans une perspective de réduction de l'offre** de 1 650 lits à 1 400 comme le projet hospitalier le stipule. Face à



l'offre marchande du secteur privé largement étendue ces dernières années, nous voulons alerter nos concitoyens sur les missions de santé du CHU. Il faut absolument lutter pour un service public de qualité face à un secteur privé qui constitue 41 % du parc hospitalier de la métropole. **Le débat actuellement relancé sur le transfert ne doit pas constituer un prétexte à la poursuite de la dégradation de l'offre hospitalière publique sur notre agglomération.** Tout retard pris dans la relance du projet de nouvel hôpital fragilise certains secteurs hospitaliers comme la cardiologie ou l'obstétrique dans lesquels le secteur privé s'est particulièrement développé.

La question de l'avenir du CHU de Nantes est désormais posée. Il en va de la qualité de l'offre publique de soins de notre région, de l'intérêt des patients et des usagers potentiels, du niveau d'emploi nécessaire à cet objectif et des conditions de travail des salariés, médecins et soignants comme personnels techniques.

Raymond LANNUZEL
Adjoint au maire de Nantes
Président du groupe communiste

Extension du terminal de Montoir : Le GPM devra revoir sa copie

L'autorité environnementale qui dépend du ministère du développement durable a émis un avis négatif concernant le projet d'aménagement du terminal à conteneur de Montoir de Bretagne.

Cet aménagement visait à prolonger de 350 mètres les 700 mètres de quais actuels. Un investissement de près de 40 millions pour le port et qui devait permettre de doubler le trafic de conteneur d'ici à l'horizon 2020.

Pour l'autorité environnementale « l'étude d'impact est insuffisante » notamment en ce qui concerne les effets écologiques et hydrauliques sur l'estuaire.

Il serait pourtant dommageable de mettre un coup d'arrêt au projet, l'étude d'impact doit sans doute être reprise afin de ne pas grever le développement du port au moment même où tout le monde s'accorde sur les alternatives au transport routier.

Le trafic par conteneur se développe et Nantes-St-Nazaire cherche de nouveaux partenariats, il a conclu en décembre dernier un accord avec le port chinois de Qingdao afin notamment de développer le trafic de conteneur.

Reste à travailler au développement du port, tout en ayant le souci des équilibres naturels, ce qui se fait ailleurs doit être possible à Montoir.



Aéroport du Grand Ouest : Le PCF reçu par la commission du dialogue

Le 19 février dernier, une délégation de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français était reçue par la commission du dialogue chargée d'auditionner les différents points de vue sur l'aéroport du Grand Ouest.

Aymeric SEASSAU, secrétaire départemental, Philippe Denis, président du groupe communiste au Conseil Régional, Yann Vince, président du groupe communiste à Nantes Métropole ont précisé et fait connaître l'apport et la vigilance des communistes quant à cet équipement d'Etat qu'ils jugent « **important pour développer l'économie et l'emploi sur notre territoire** ».

Lors de cette entrevue, ils ont pu rappeler trois engagements majeurs pour les communistes :

- **La maîtrise de l'étalement urbain** à travers l'engagement de préserver une zone de 19000 ha entre Notre-Dame-des-Landes et l'agglomération nantaise et **le fait de libérer grâce au transfert de nouveaux espaces pour le logement et l'activité économique et industrielle en sud Loire.**

- Regrettant l'absence d'un grand groupe public qui pourrait permettre la construction et la gestion 100% public d'un tel équipement ils ont rappelé que **les communistes ont obtenu que les engagements de fond publics soient contractualisés sous forme d'avances non révisables, remboursables et avec retours sur investissement.** De même l'Etat devra apporter un retour financier aux collectivités lors de la vente des terrains libérés. Autre point important, **le syndicat mixte aura en charge le suivi des comptes de Vinci sur cet équipement, une première dont ils se félicitent.**

- Ils ont également rappelé qu'ils **ne pouvaient envisager qu'un tel équipement ne soit pas raccordé à l'agglomération par tram-train dès son ouverture** puis à la liaison rapide Nantes-Rennes-Sud Bretagne.

Vite lu vite dit

Châteaubriant : un sursis accordé aux ABRFI.

Placée en procédure de sauvegarde le 10 juillet dernier pour une période d'observation de six mois, le tribunal de commerce vient de lui accorder **un délai supplémentaire de deux mois.** Il faut qu'il y ait un plan de sauvegarde pour la date butoir du 30 avril. **Spécialiste européen de la construction et de la réparation de wagons de fret l'entreprise qui emploie 146 salariés est un des fleurons industriels de la ville depuis quarante ans.** Les besoins existent dans le secteur ferroviaire. Les salariés lors des réunions avec les élus, les collectivités et l'Etat entendent défendre les emplois.

Arcelor Mittal Basse-Indre : « la garde veille » !

L'intersyndicale (CGT, CFDT, FO) a organisé deux réunions d'information pour les salariés du site : « **depuis la grève de décembre, nous avons obtenu un droit d'alerte sur le packaging et le projet d'arrêt du décapage** ». Les parlementaires de la commission d'enquête sur la sidérurgie ont été interpellés sur les conséquences locales de l'accord gouvernemental signé avec Mittal.

Subsides privés et hôpital public.

Le chef de service pédiatrie du CHU estime inestimables les **90.000 euros de l'opération « pièces jaunes » versés... en 4 ans par la fondation présidée par Mme Chirac.** « Des espaces spécifiques pour les enfants, comme la salle de jeux ou la radio Zig-Hospi qui n'existeraient pas sinon ». **Mickey était aussi de la fête pour inaugurer la nouvelle bibliothèque où Disney a fait un don de 2000 livres.** (Pour les parents ayant un enfant hospitalisé, le service pédiatrie peut vous diriger vers la fondation... Ronald MC Donald). **Une conception américaine de la santé et de l'éducation, loin du service public à la française.**

Moins d'aides au Théâtre universitaire.

Le budget du T.U de Nantes est amputé de 90 000 euros. L'université a voté une diminution de 20 % de sa subvention qui serait rognée de 54 000 euros. « Sans ces moyens, nous serons absents de la scène théâtrale nantaise d'octobre à décembre 2013 ». A Nantes, le Grand T, le Lieu unique et le T.U, cela représente la capacité du territoire à accompagner quatre générations d'artistes. **Sans le T.U., on perd la moitié, celle des plus jeunes ».**

Camus, Jean Perrin... coup de colère au lycée !

La mise en place des réformes votées sous Sarkozy (classes terminales), s'ajoutant aux orientations budgétaires du gouvernement Ayrault pour la rentrée 2013, débouche sur des suppressions de postes. **Les conséquences sont immédiates sur le nombre d'élèves par classe, la détérioration des dispositifs de suivi pour les élèves en difficulté.** « **Le but des zones prioritaires, c'est d'avoir plus de moyens pour garantir l'égalité des chances !** » Elèves, parents, enseignants interpellent les élus et envisagent si nécessaire une grève au retour des vacances de février. **La lutte contre l'austérité sociale-libérale, c'est la satisfaction des besoins humains !**

L'argent existe pour réorienter les moyens nécessaires au changement



+ 30 milliards d'exonérations des cotisations patronales,
+ 172 milliards de niches fiscales et sociales,
+ 20 milliards de fraudes patronales. En 2012, le comité départemental anti-fraude a mené 49 actions pour un montant de fraudes s'élevant à 6.6 millions d'euros. Une majorité concerne le travail illégal.
+ avec la suppression de la taxe professionnelle et la mise en place de la nouvelles taxes locales mises en place par la droite, 80% des entreprises ont vu ces impôts baisser

Compétitivité : les recettes d'hier produiront les mêmes effets demain

« Les chiffres de l'emploi ne doivent rien au hasard. Leur évolution est indissociablement liée à celle des prélèvements financiers opérés sur la richesse produite. Multiplié par vingt en trente ans, le montant des dividendes versés aux actionnaires dépasse, depuis 2003, celui des investissements réalisés dans les entreprises. Entre le 1er trimestre 2007 et le 1er trimestre 2012, les dividendes nets versés ont progressé de 27% alors que la masse salariale ne progressait que de 12% ! » André CHASSAIGNE

Le tour de vis de TROP!

L'austérité : pas une fatalité !

4

Lire

Le chômage tue. Ça ne peut plus durer !

Aujourd'hui, un homme, privé d'emploi et d'indemnisation s'est immolé devant Pôle Emploi. Nous souhaitons exprimer notre solidarité à ses proches. Et nous disons qu'il est grand temps de faire en sorte que de tels drames humains ne se reproduisent pas !

Il faut changer la donne ! Derrière les chiffres secs et les courbes des schémas, il y a avant tout des êtres humains.

« 1 chômeur sur 2 est non indemnisé, 140 000 demandeurs d'emplois en Pays de la Loire, suppression de dizaines de milliers d'emplois par les plans sociaux » : ces éléments connus de tous sont presque banalisés. Mais ils sont tout simplement inhumains et inacceptables !

Il est grand temps de revoir les priorités, de cesser de satisfaire les exigences du Medef et de la finance, grand temps de travailler à une sécurité sociale professionnelle pour toutes et tous, et non à l'application de l'accord de casse du code du travail signé par le Medef et quelques syndicats minoritaires.

Aymeric SEASSAU

Secrétaire départemental du PCF 44

Le 13 février 2013



Le changement est plus que jamais nécessaire !

« ... L'adoption de la loi sur le mariage pour tous montre que le changement, même face à des forces conservatrices déchaînées, est possible. Comme l'a souligné Marie-George Buffet dans l'Humanité du 12 février, « avec du courage, la gauche peut réussir ».

Au même moment, face à la remontée des exigences sociales, la pression idéologique reprend de plus belle sous la houlette de la Cour des Comptes pour exiger l'accélération de la réduction des dépenses publiques. C'est-à-dire, exactement l'inverse de ce qui remonte des forces sociales. Le thème de la « Faillite » de la France est relancé pour contenir toute velléité de changement de cap réel. Pourtant, l'impasse et l'engrenage régressif vers lesquels nous entraînent les choix actuels sont eux aussi avérés. Le gouvernement est en train de reconnaître ce que nous disions depuis le début : ni les 0,8% de croissance, ni la réduction du déficit à 3% ne sont crédibles. ...

Nous avons donc raison, le changement est plus nécessaire que jamais. Et ce n'est évidemment pas en cherchant à apaiser les marchés, leurs actionnaires et leurs intérêts financiers qu'on trouvera le chemin des solutions nécessaires. Au contraire... »

Extrait de l'introduction au CN du 13 février par Pierre LAURENT, secrétaire national du PCF

Dans une spirale de toujours plus d'austérité !



20 milliards pour les grands groupes... un coup de pouce de 0.3% pour le SMIC

Alors qu'ils sont bénéficiaires à milliards, les grands groupes vont profiter du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi décidé par le gouvernement Ayrault. Cette mesure équivaut à une baisse du coût du travail de 6% et représente une dépense annuelle de 20 milliards d'euros pour l'Etat.

Et pendant ce temps là, les bilans financiers des groupes du CAC40 qui continuent d'afficher d'insolents résultats vont bénéficier aux seuls actionnaires alors que les salaires resteront au régime sec. Pendant ce temps là, il n'y aura pas de coup de pouce pour le SMIC autre que la revalorisation automatique de 0,3% du 1er janvier.

C'est une déception et un mauvais service rendu à l'économie du pays qui nous conduit inéluctablement à la récession. Les prévisions de croissance pour 2013 le confirment. Les faits sont têtus, la stagnation des salaires étouffe l'économie. Cette tendance se vérifie dans tous les pays qui font le choix de l'austérité et du gel des salaires. **Tous, sans exception, voient leurs perspectives de croissance et de développement s'assombrir. Il est temps de changer de logique.**

Pourquoi ne pas indexer le Smic sur l'augmentation des salaires des patrons du CAC 40 ? Soit 5% de plus pour cette année. **Pourquoi ce qui est possible pour un grand patron ne pourrait pas l'être pour un smicard ?**

RGPP = MAP

Les salariés de la fonction publique paient plein pot la facture austérité. Après 5 années sarkozystes et la mise en place de la révision générale des politiques publiques (RGPP) et ses 150 000 postes supprimés, 15 milliards d'euros dégagés, voilà la modernisation de l'action publique (MAP). En plus des réductions des crédits de fonctionnement, toutes les politiques publiques seront évaluées : Etat, collectivités locales, Sécurité sociale... pour arriver à

Faire d'autres choix de société !

Rien n'est écrit !

Le 36^e congrès du PCF a pris des décisions fortes pour la réussite de la campagne du Front de Gauche « L'alternative à l'austérité, c'est possible ».

Dans les prochaines semaines, celle-ci doit en particulier se focaliser pour empêcher la transcription dans la loi de l'accord minoritaire sur la flexibilisation de l'emploi.

La campagne du Front de gauche se fixe l'objectif d'élargir la mise en mouvement des salariés, des citoyens, de tous ceux qui disent : « Non, la gauche ne peut pas être à l'origine de cette régression ! ». Elle vise à rassembler, faire converger toutes ces forces. Rien n'est écrit. Plutôt que d'entériner un recul qui désarmerait les salariés, la gauche peut être, au contraire, associée à des lois qui, en élargissant les droits, commencent à modifier un rapport de force trop favorable au patronat. Partout, dans notre département, menons cette bataille d'idées par la diffusion de tracts, des rencontres.

Un premier rendez-vous le 5 mars pour faire échec à cet accord minoritaire !

Les organisations syndicales CGF, FO, Solidaires et SEN de Loire-Atlantique appellent à des arrêts de travail pouvant aller jusqu'à la grève et à participer aux manifestations à :

NANTES, ST-NAZAIRE, ANCENIS, CHATEAUBRIANT à 10h30. Elles invitent, toutes les organisations qui s'y opposent à les rejoindre pour gagner une mobilisation massive.

Le gouvernement planche sur une série de mesures austéritaire pour dégager 60 milliards d'économies d'ici à 2017. Comme par exemple :

- + des allocations familiales fiscalisées,
- + le pouvoir d'achat des retraités en berne, leur revalorisation ne se fera plus sur l'évolution des prix,
- + des indemnités chômage plafonnées,
- + la formation professionnelle sera repensée via la loi de décentralisation, ce qui se traduira par le désengagement de l'Etat en la matière sur les régions,
- + des collectivités locales au pain sec, parce qu'il faut mieux financer le crédit d'impôt compétitivité emploi,
- + chercher des gisements d'économies en matière de santé, comme par exemple le dépistage systématique du cancer du sein après 75 ans ...

Il va pratiquer ce qu'il dénonçait chez Sarkozy.

une saignée dans les dépenses publiques et atteindre un déficit public zéro en 2017.

La politique de non remplacement des départs en retraite se poursuit dans de nombreux secteurs de la Fonction publique, comme le gel du montant de la dotation publique de l'Etat aux collectivités alors qu'elles ont déjà été victimes d'un transfert de compétence sans compensation intégrale sous le précédent gouvernement. Cette politique dégrade les conditions de travail des agents et la qualité du service public : il faut en finir avec la politique d'austérité qui se traduit par le développement de la précarité par le recours à l'externalisation, à l'intérim, aux contrats précaires.

En s'attaquant à la Fonction publique, c'est la vie quotidienne de tous qui est touchée, notamment celle des couches les plus fragiles de la société.

Alerte sur la branche famille, alerte sur les régimes complémentaires de retraite, alerte sur le pouvoir d'achat des retraités, alerte sur le droit à la santé pour toutes et tous, alerte sur les services hospi-

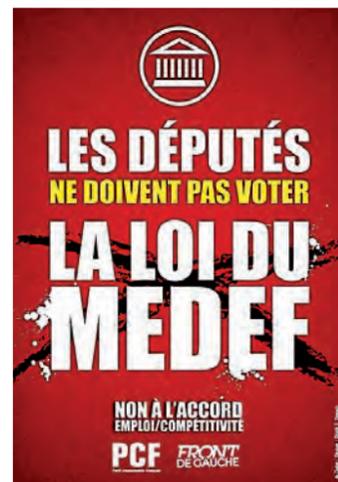
L'austérité nuit gravement à la protection sociale

taliers publics, alerte sur l'indemnisation de chômeurs...

La règle d'or de baisse du coût du travail, le filon de la fiscalisation mettent à mal une Sécurité sociale solidaire et universelle. Son tord est d'exclure à priori toute autre politique que la réduction aveugle des dépenses.

Or, la compétitivité tire les politiques sociales vers le bas. Ce ne sont pourtant pas les « charges sociales » qui étouffent les entreprises, mais les charges financières des banques et les dividendes des actionnaires.

Faute d'une véritable réforme de l'imposition des entreprises, favorisant celles qui créent de l'emploi, investissent dans la recherche, la formation et les salaires, et pénalisant celles qui préfèrent distribuer des dividendes, le gouvernement se prive des recettes nouvelles qui permettraient de financer les dépenses publiques utiles pour tous les citoyens et facteur de relance de l'économie nationale.



Le 21 février, ils étaient rassemblés Place Bretagne à Nantes, à l'appel de la CGT Retraités, pour la réévaluation annuelle des pensions (échéance au 1er avril), les négociations des retraites complémentaires ARRCO-AGIRC, et la reprise du débat avec le gouvernement sur la perte d'autonomie.



Un appel international d'élus en solidarité avec le peuple chypriote est lancé sur : http://www.elunet.org/IMG/doc/call_for_solidarity_AKEL_EN_FR_SP.doc. Dans le cadre de la crise capitaliste et en raison de la position monopolistique et de l'attitude du secteur Bancaire, l'économie de Chypre est dans une situation très difficile. AKEL et le gouvernement du Président Christofias ainsi que le peuple de Chypre subissent une attaque politique et économique visant à privatiser le secteur public et les entreprises pour le bénéfice du grand capital. Le gouvernement de Chypre n'a pas accepté les positions de la Troïka (FMI, l'UE, l'UE Commission) concernant les privatisations. Cet appel vise à aider les élus chypriotes à résister à ce diktat. Signez !

Le social au cœur

5

Mme M le député, vous n'avez pas été élu-e pour ça !

Dans une lettre ouverte, la Cgt Airbus demande aux parlementaires de la majorité gouvernementale de Loire-Atlantique de ne pas transcrire dans la loi l'Accord National Interprofessionnel (ANI) du 11 janvier 2013. Elle rappelle que cet accord minoritaire comporte des dispositions qui engendreront des reculs sociaux sans précédents pour les salariés, et leur demande de respecter la démocratie et prendre en compte les positions des syndicats majoritaires.

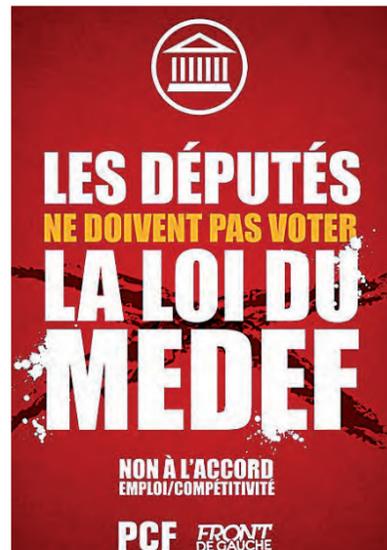
Elle les alerte sur le fait que des mesures contenues dans l'accord remettent directement en cause le principe de faveur ou la hiérarchie des normes. Ainsi, des accords d'entreprise pourront priver les salariés des garanties et des protections prévues dans le Code du Travail, dans leur convention collective, voire dans leur contrat de travail ! « Les accords de mobilité interne » peuvent être ravageurs dans Airbus qui est implantée sur plusieurs sites en Europe dont 3 en France. C'est la porte ouverte aux mutations forcées, la seule alternative étant le licenciement pour motif personnel. Le syndicat se soucie aussi des reculs contenus dans les autres mesures (CDI intermittent, temps partiel, formation, complémentaire santé, délai de prescription...) qui toucheront leurs collègues des entreprises sous-traitantes.

« Les accords de maintien dans l'emploi » sont aussi des pièges dévastateurs. Alors qu'aujourd'hui Airbus dégage d'importants bénéfices et reverse d'énormes dividendes aux actionnaires, la direction reste au nom de la compétitivité, dans une stratégie d'externalisation de charges malgré un carnet de commandes bien rempli avec plus de huit ans de plan de charge. Avec cette stratégie d'externalisation, une baisse d'activité artificielle servirait d'alibi à la direction pour négocier encore plus de flexibilité. Faudra-t-il accepter des baisses de salaire sous peine de se faire licencier ?

Faudra-t-il subir un nouveau plan de restructuration et de licen-

ciements comme entre 2006 et 2008 avec le plan Power 8 ? Pendant toute cette période, des emplois à statuts ont disparus et ont été remplacés par des emplois intérimaires ou sous-traitants et ont fait exploser la précarité au sein d'Airbus. Il est regrettable que l'ANI n'ait pas prévu de refaire du CDI la norme pour le contrat de travail. S'il prévoit, dans de trop rares cas, de taxer les CDD, il exonère complètement les contrats d'intérim dont Airbus use et abuse.

La lettre rappelle que lors des échéances électorales de 2012, ce syndicat, comme la confédération Cgt, n'est pas resté neutre. Aujourd'hui il attend de la nouvelle majorité qu'elle prenne en considération ses aspirations. Les exigences du Medef ne peuvent pas faire la loi. Ce n'est pas en facilitant les licenciements et en augmentant la flexibilité qu'on résoudra le problème du chômage. Les emplois et les salaires ne sont pas le problème, mais la solution ! Aussi, le syndicat souhaite connaître la position personnelle de chaque parlementaire de gauche sur ce projet de loi, qu'il communiquera à ses syndiqués et plus largement aux salariés de l'entreprise.



Chômeurs : un système qui broie

Dans une déclaration au CHSCT du 15/02/2013, convoqué après le drame survenu à Nantes Est, la CGT de Pôle Emploi Pays de la Loire considère que « ce drame ne s'est pas produit par hasard, et n'a pas pour cause la fatalité, il a des causes qui dépassent les responsabilités de la Direction Régionale de Pôle Emploi et tout autant celles de nos collègues. Il ne peut être écarté que le fait générateur du passage à l'acte réside dans l'application d'un article de la réglementation de l'assurance chômage. Depuis des décennies, les conventions d'indemnités de l'Assurance Chômage ont imposé la régression de la prise en compte des situations particulières, pour instaurer un cadre ne laissant plus aucun espace réglementaire de solution aux personnels. Ainsi, en 1997, à l'instigation du patronat et de certains syndicats, ont été supprimés les Fonds Sociaux Aides Matérielles qui offraient une solution aux Demandeurs d'Emploi en détresse. Puis fut instaurée la notion de Périodes Non Déclarées, clairement qualifiées à l'époque de SANCTIONS ! (dont l'application est en cause dans le désespoir de l'assuré qui s'est immolé ndlr). La CGT combat ces « abus de position ou de pouvoir », car, le travail non déclaré, sciemment ou par ignorance, a fait l'objet de cotisations et de ce fait ne peut pas, ne pas être pris en compte dans l'affiliation nécessaire pour ouvrir des droits.

Dans une situation où le chômage explose, où seulement 1 chômeur sur 2 est indemnisé, où la précarité devient la règle, les revenus des salariés deviennent variables, incertains. Oui, il est vrai que parfois certains Travailleurs Privés d'Emploi omettent sciemment de déclarer du travail, mais souvent c'est parce que c'est la seule solution qui leur reste pour éviter expulsion locative ou interdiction bancaire.

Quelle est donc cette société qui broie les hommes et les femmes et qui leur demande en plus de rester « honnêtes » et d'accepter de tomber dans la misère de manière résignée ? Cet événement est révélateur d'une société qui se délite, où la solidarité et la protection sociale sont considérées comme un coût et non comme un investissement. Il est grand temps de remettre l'humain au cœur de la société !

Femmes solidaires : le 8 mars c'est toute l'année

Les comités Femmes Solidaires du 44 ont reçu une délégation de femmes Ethiopiennes et Djiboutiennes pour les soutenir dans la lutte contre l'excision et le respect des droits humains. Après avoir participé au congrès national de Femmes Solidaires à Paris, où a été lancé un réseau international féministe et laïque, une délégation a ainsi participé à de nombreuses initiatives en Loire-Atlantique. Elles ont été accueillies en mairie de Nantes dans la cour d'honneur avec les drapeaux de leur pays, tout un symbole quand on sait que le peuple Afar est menacé sur ses terres très convoitées par les investisseurs pour du coton ou pour « rouler vert ». Au centre de planification à St-Nazaire, elles ont beaucoup appris sur l'accès gratuit à la contraception pour les jeunes filles et l'accès à l'IVG. A la maternité de la cité sanitaire de St-Nazaire, ou l'équipe disciplinaire s'est rendue disponible pour un échange sur les techniques d'accouchement. Femmes solidaires mène en Ethiopie une lutte contre les mutilations génitales en pays Afar, (nord-est de l'Ethiopie) avec la construction d'un centre d'hébergement et, les adhérentes marrainent des petites filles pour les protéger de l'excision. A Djibouti, où la France apporte beaucoup d'aide, il reste à gagner qu'elle soit conditionnée au respect des droits humains ! Car depuis de nombreuses années les violences faites aux femmes ne sont pas réprimées. Ainsi Femmes Solidaires se bat pour la reconnaissance des viols comme crimes de guerre et contre l'impunité totale à ce jour pour les soldats violeurs. Ils ne sont jamais sanctionnés. Certains



sont même promus à des grades supérieurs et côtoient leurs victimes !... L'association appelle toutes les municipalités à adopter un vœu en ce sens, comme s'y en engageant déjà Trignac, Donges, et Nantes.

En bref

Ports toxiques

Le 12 février, la CGT était « sur le pont » dans tous les ports français. Il s'agissait d'alerter et communiquer sur la dangerosité des produits toxiques qui sont dans les conteneurs transitant dans les ports. Ces gaz peuvent contaminer, et sont dangereux pour tous les salariés amenés à ouvrir les « boîtes ». Cette initiative, a été menée conjointement par le syndicat des douanes et le syndicat des ports et docks, et a permis de lever le voile sur ce risque méconnu du grand public.

CA SnCF : Cgt plébiscitée

Les Cheminots ont conforté la Cgt 1er syndicat en lui accordant 40% et 3 sièges sur 6. Ce, malgré de multiples réorganisations, un renouvellement conséquent du corps électoral, et une diminution de plus de 10 000 agents. Ils démontrent ainsi leur volonté de « peser » sur les décisions alors que vont s'engager des discussions avec le Gouvernement sur la réforme du système ferroviaire.

Jour de carence : abrogé

La ministre de la Fonction publique vient enfin d'annoncer l'abrogation du scandaleux jour de carence appliqué aux fonctionnaires et agents publics. Instauré début 2012 par le gouvernement de droite, présenté comme une mesure d'équité avec les salariés du privé, il constituait avant tout un acte politique de démagogie anti-fonctionnaire à visée bassement électoraliste. L'action collective a payé !

OGM : l'Europe recule

L'hostilité des consommateurs et le moratoire imposé par huit pays, dont la France, ont eu raison de la Commission. Elle a décidé de ne pas autoriser de nouvelles cultures génétiquement modifiées en Europe. Aujourd'hui, deux plantes OGM ont droit de cité : le maïs MON 810 de Monsanto et la pomme de terre Amflora de Basf. Un soja et six variétés de maïs OGM sont dans les tuyaux et pourraient être autorisés. Tout est gelé jusqu'à la fin du mandat de la Commission présidée par Barroso qui voulait, avec le soutien de l'industrie des biotechnologies, en faire un moteur de croissance pour l'agriculture européenne. Mis en avant : la forte progression de ce secteur dans le monde avec 160 millions d'hectares, plus de cinq fois la surface agricole de la France. Paradoxes de la situation: une cinquantaine d'OGM interdits à la culture en Europe sont autorisés à l'importation sur son territoire...

62 %

de Français estiment que les entreprises qui licencient le font pour accroître leurs profits.

Bonne Garde 2013... à la sauce "Hollandaise"

Du samedi 16 février au dimanche 31 mars 2013, la 64^e édition de l'illustre revue nantaise s'intitule "Bonne Garde... à la sauce "Hollandaise".

Comme toujours à la pointe de la petite et de la grande actualité, la vaillante revue sudiste vous brosse aux petits oignons, en une trentaine de tableaux et trois heures de grand spectacle, d'humour et d'esprit chansonnier, le portrait politiquement incorrect de l'année écoulée.

Le tout accompagné en direct tout au long du spectacle par un orchestre "Maison".

Après Olivier Lejeune, Didier Gustin, Vincent Lagaf, Julie Arnold, Jean Roucas, Bernard Mabilie, c'est Smain le parrain de la Revue 2013.

Du 16 février au 31 mars 2013

Cinéma Théâtre Bonne Garde

20, rue Frère-Louis - 44200 Nantes

Réservation de 9h30 à 11h45 et de 16h30 à 18h30 sauf dimanche.

Culture, idées

6

Lire et visiter

Le musée de l'imprimerie à Nantes



Inauguré en 1986, le musée de l'imprimerie de Nantes préserve et transmet à un large public les savoir-faire hérités des filières traditionnelles du livre telles qu'elles existaient avant la révolution numérique. Ce véritable musée vivant est géré par l'association Pro arte grafica et une solide équipe de bénévoles. La prestigieuse revue Arts et Métiers du Livre consacre pour une large part son édition de janvier et février 2013 au Musée de l'imprimerie de Nantes. Elle salue ainsi l'importance du travail accompli par l'association gestionnaire et les Amis du musée de l'imprimerie qui, tout en œuvrant à la conservation d'un formidable patrimoine industriel et artistique et à la transmission des savoirs s'y rapportant, participent au rayonnement culturel de la ville de Nantes.

Pourquoi un musée de l'imprimerie à Nantes ? Ville industrielle et commerçante, Nantes, reçoit son premier imprimeur, Etienne Larcher, en 1493 soit 23 ans après Paris. Si l'on imprime sans discontinuer dans notre cité depuis lors, c'est au XIX^e siècle que l'on voit émerger les imprimeurs dont le renom dépasse les limites de la ville. Camille Mellinet et Henri Charpentier sont de ceux-là. La Société typographique fondée en 1833 par 75 ouvriers typographes est la première association ouvrière et le plus vieux syndicat français toute corporations confondues. Le XX^e siècle ne sera pas en reste puisque la chambre syndicale des imprimeurs de Nantes – dont Emile Chantreau est le président – fonde l'École du Livre en 1926.

Musée de l'imprimerie, espace Médiathèque – 24 quai de la Fosse, 44000 Nantes Métropole
www.musee-imprimerie.com
Revue Art et Métiers du Livre – janv.-fevr. 2013 – 8,50 €

En guerres, 1914-1918 / 1939-1945, Nantes / Saint-Nazaire

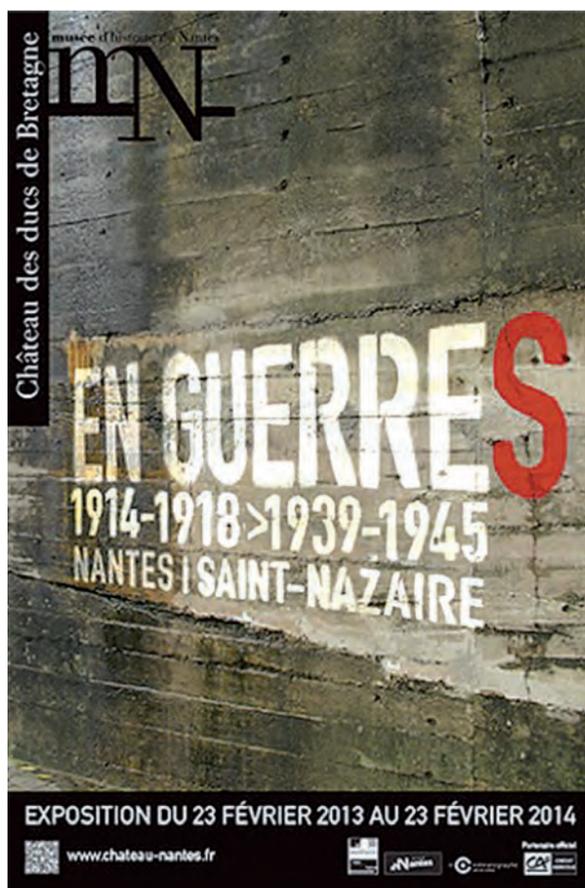
Le musée d'histoire de Nantes au château des ducs de Bretagne à Nantes accueille du 23 février 2013 au 23 février 2014 une grande exposition sur les deux guerres mondiales.

Les deux guerres mondiales sont les marqueurs principaux de l'histoire du 20^e siècle. À l'approche du centenaire de la première guerre, les commémorations se préparent.

Cette exposition propose, grâce à un travail de collecte auprès de la population nantaise, de présenter ce que les deux guerres mondiales furent aux civils.

Que faut-il retenir de ce que la mémoire collective a conservé de la première guerre mondiale à Nantes et Saint-Nazaire, deux villes de l'arrière qui accueillirent les Alliés et les blessés ? Quel visage se dessine de l'Union Sacrée, dans une ville comme Nantes, où une manifestation pacifiste éclate au lendemain de l'assassinat de Jean Jaurès ? Du front de l'arrière, qui doit rester solidaire des combattants, jusque dans la misère ? De l'effort de guerre, qui impose le patriotisme comme un devoir national ?

Quelle place retrouvèrent les soldats, la paix revenue ? Et les femmes qui les avaient remplacés dans les entreprises ? Quelles traces de la brutalité du conflit fallut-il effacer ? Quelle mémoire positive et glorieuse fallut-il construire pour chasser le traumatisme ? Quelle fut l'ombre projetée de la première guerre sur la deuxième ? Nantes et Saint-Nazaire participèrent-elles à la marche vers la guerre ? Nantes fut-elle une ville résistante et martyre, telle qu'elle se décrit elle-même ? Ne fut-elle pas aussi une ville collaborationniste ? Ne fut-elle le théâtre d'aucune délation ? D'aucune torture ? N'eut-elle pas une population d'origine israélite qui fut raflée et déportée, comme dans le reste du pays ? Ne connut-elle aucune heure sombre ?



témoignent : artisanat des tranchées, photographies du front et de l'arrière, correspondances de poilus, puis objets évoquant la présence de l'occupant, la Résistance, la collaboration, les bombardements..., chacun contient un morceau de guerre - autant d'histoires d'hommes et de femmes, qui nous disent la séparation, la peur, le deuil, l'incompréhension, le courage, la solidarité, l'exemplarité, la lâcheté, l'abandon, la trahison... À la fois singuliers et emblématiques, plus forts que des discours, ils dressent un tableau contrasté et terriblement humain de ce que vécurent alors au quotidien Nantais et Nazairiens.

288 pages, 29,50 €

En vente à la librairie-boutique du château

Le Centre chorégraphique national de Nantes a 20 ans



La compagnie de Claude Brumachon est installée à Nantes depuis juillet 1990. Elle est devenue "Centre Chorégraphique National de Nantes" en janvier 1992, sous la codirection de Claude Brumachon et de Benjamin Lamarche.

Le centre a pour mission de créer et de diffuser ses chorégraphies, ainsi que de sensibiliser les publics à la danse contemporaine. Le Centre chorégraphique national tourne à travers le monde. Dans certaines régions du monde, comme au Nigéria, au Chili ou à la Réunion, le CCNN poursuit un important travail de création et de formation pédagogique des danseurs professionnels, des professeurs et des publics.

Le CCNN a eu 20 ans en 2012. Il a défendu à cette occasion une programmation créa-

tive présentée dans une tournée qui l'a conduit aux 4 coins du monde. Au Nigéria, à Lagos, Claude Brumachon a créé Les larmes des dieux avec les danseurs de la compagnie et des danseurs nigériens sélectionnés et formés par lui et Benjamin Lamarche. Ce travail en coopération a mené à la constitution de la première compagnie de danse contemporaine au Nigéria. Le CCNN a entrepris des actions de sensibilisation importantes dans des pays comme la Hongrie, la Slovaquie, la Russie; le Chili, le Kenya.

Centre chorégraphique national de Nantes

Claude Brumachon - Benjamin Lamarche
Studio Jacques Garnier
23, rue Noire
44 000 Nantes

Le chiffre

1,5 milliards. Le gouvernement envisage de demander aux collectivités locales un effort supplémentaire de 1,5 milliard d'euros d'ici à 2015 pour financer le crédit d'impôt compétitivité, affirme le quotidien économique Les Echos dans son édition du 6 février 2013. Le gouvernement prévoit de doubler la baisse des concours de l'Etat de 750 millions par an en 2014 et 2015, annoncée par le président François Hollande en septembre, pour la porter à 1,5 milliard, indique le journal, qui précise cependant que "rien n'est totalement arbitré" à ce jour, selon Matignon.

La phrase

L'Assemblée adopte la création du scrutin binominal paritaire. L'Assemblée nationale a adopté, le 21 février 2013, la création du scrutin majoritaire paritaire pour les départements, avec deux candidats par canton, un homme et une femme, dans le cadre d'un projet de loi sur les élections locales.



Au cœur de collectivités

7

Association Nationale des Élus Communistes et Républicains

Projet de loi sur l'École : Conforter les premières avancées, combattre les régressions

Le projet de loi sur l'école présenté au Conseil des Ministres, le 23 janvier, présente des avancées mais n'est pas à la hauteur du principal défi à relever : lutter efficacement contre l'échec scolaire qui touche particulièrement les milieux modestes, parvenir à la réussite pour tous en partant du « tous capables ».

Du côté des « bougés » favorables : Priorité au primaire, rôle renforcé de la maternelle et scolarisation à partir de 2 ans en ZEP, réaffirmation du collège unique, création de 60 000 postes d'enseignants avec formation initiale et continue ...

D'autres mesures restent malheureusement en continuité avec l'ère précédente : Le projet de loi continue au fond à porter une conception utilitariste et compatissante de l'école, qui revient à dévaloriser les capacités des élèves de condition modeste et à les cantonner à des parcours scolaires correspondants. Ainsi le « socle commun » minimum « de connaissance et de compétences » installé par la droite et qui traduit cette conception ne disparaît pas. La réforme entérine la disparition des Rased, suggérant à nouveau que les Projets Educatifs Locaux se fixent l'objectif de remédier au décrochage scolaire.

La formation des enseignants est quant à elle essentielle pour rétablir le plus rapidement les postes supprimés par la droite. Nous prenons acte positivement de la création des Ecoles supérieures du professorat et des métiers de l'éducation. **D'autres dispositions du projet de loi sont négatives et mettent en cause la dimension nationale du service public de l'éducation, dans le droit fil du projet actuel d'acte 3 de la décentralisation.**

C'est le cas du pilotage par les régions de l'orientation et des Centres d'Information et d'Orientation (CIO), ainsi que de la maîtrise de la carte des formations professionnelles initiales. La même logique de désengagement de l'Etat, garant de l'accès de tous les enfants à un enseignement à la hauteur, prévaut avec la réforme des rythmes scolaires. En effet s'il est indispensable et largement

attendu par la communauté scolaire de redonner des heures d'enseignement à l'école primaire, force est de constater que la modification annoncée n'en est pas une, puisque le nombre d'heures d'enseignement assurées par les maîtres demeure le même, à 24 heures par semaine, avec une autre répartition (sur 9 demi journées au lieu de 8). En réalité, ce temps augmente uniquement avec ... l'augmentation du « périscolaire ».

Les élus communistes et républicains tiennent à rappeler avec force que la lutte contre l'échec scolaire, si cruciale aujourd'hui, n'est efficace que si elle s'opère dans le temps scolaire. De plus, la réorganisation représente une facture « salée » pour les communes. Les conséquences négatives de ces choix d'austérité ne tardent pas à survenir : Le gouvernement prépare un décret abaissant le taux d'encadrement des enfants pour les activités périscolaires ...

Pour rompre avec des années de démantèlement de l'école publique par la droite, l'heure est bien à la mobilisation de toutes et tous pour le développement de l'Ecole de l'égalité, laïque et gratuite. 'est pourquoi, les élus communistes et républicains appellent parents, enseignants, partenaires de l'éducation, élus à investir en grand ce débat indispensable sur l'Ecole de la République, à affirmer leur exigence de justice et de réussite pour les enfants et les jeunes. grand ce débat indispensable sur l'Ecole de la République, à affirmer leur exigence de justice et de réussite pour les enfants et les jeunes.



Blain

L'urbanisme au service des populations



Après trois années de réunions et de concertation, le Plan local d'urbanisme a été révisé et mis en œuvre en ce début 2013. La municipalité de gauche et les élus communistes de BLAIN ont suivi les recommandations de la loi SRU (solidarité renouvellement urbain) en adoptant une urbanisation limitée aux agglomérations existantes (Blain, St Emilien et St Omer).

L'approche environnementale menée parallèlement à l'étude de zonage a permis d'identifier les espaces naturels à protéger dont les zones humides qui constituent les trames bleues et vertes du territoire blinois. **Nous sommes très attachés à l'équilibre de la biodiversité et à la préservation du patrimoine écologique et touristique** : emplacements réservés des chemins et ruisseaux ainsi que l'inventaire des haies et des arbres remarquables. Les différents lotissements privés ou communaux sont soumis aux orientations d'aménagement et de programmation arrêtées par le PLU.

La charte commerciale garantit le périmètre de chalandise locale en centre-ville, afin de faciliter les circuits courts de distribution tout en désenclavant la demande croissante de la population nouvelle (bientôt 10 000 habitants) vers un développement de zone commerciale et économique, proportionné aux besoins du bassin de vie blinois.

Nous avons maîtrisé l'étalement urbain en « rendant » 100 hectares à l'agriculture tout en gardant une densification raisonnable de l'ordre de 25 logements à l'hectare ; des possibilités de constructions d'éco-quartiers existent : nous voulons offrir à notre population toutes les conditions nécessaires à une vie sociale harmonieuse.

Nantes

Un budget ambitieux

Lors du dernier conseil municipal nantais les élu-e-s communistes se sont inscrits dans le principe de « financer de manière saine et durable le service public d'aujourd'hui et construire la « Ville de demain ». En effet, le budget 2013 qui a été voté par les élus communistes et républicains priorise la réponse aux besoins et aux urgences de la population touchée de plus en plus par la crise. Il permet de se placer résolument du côté des familles, de la jeunesse, contre la précarité en réaffirmant notre attachement à la solidarité, à la proximité et au partage.

Dans le domaine de l'éducation c'est ainsi qu'il est par exemple prévu « de généraliser le service public de réussite éducative, de développer une école numérique par quartier et l'accompagnement à la scolarité pour les enfants nantais. Parce que de nombreux jeunes sont dans des difficultés pour lesquels leurs parents sont démunis et l'école pas la possibilité de construire toutes les réponses, ce service public généralisé est à saluer. »

S'agissant d'investissement, ce budget 2013 inscrit une volonté de rester à un haut niveau d'investissement, plus de 77 millions d'euros.

Au-delà de ces appréciations positives du budget de la ville pour 2013, les élus communistes et républicains ont réaffirmé leur vigilance quant aux contraintes budgétaires imposés par les choix annoncés du gouvernement notamment dans l'acte 3 de la décentralisation ont affirmé qu'on ne peut pas considérer les collectivités comme une variable d'ajustement financier mais au contraire comme un levier pour lutter contre la crise.



Près de vous

Débat étouffé en Loire et Sillon

En fin de séance du conseil communautaire de la CCLS, des élus de la Chapelle Launay ont émis le souhait d'une nécessité d'un débat sur la redéfinition du périmètre de la CCLS.

Par ailleurs Jean-Yves Martin Conseiller communautaire de Loire et Sillon, maire adjoint à la Chapelle Launay déclarait récemment « qu'une rencontre de certains dirigeants de la CCLS (Communauté de Communes de Loire et Sillon) avec le sous-préfet de Saint-Nazaire avait récemment eu lieu, en présence de Joël Batteux, président de la CARENE. En réponse notamment à une deuxième "question diverse" des élus de la Chapelle Launay. Il s'en est brièvement expliqué, avant de couper court à tout débat.. Annonçant seulement qu'une réunion de travail des élus communautaires aura lieu à huis clos... le 4 avril prochain. Bonjour la réactivité et la transparence déclare l'élu ! »

L'AMF demande de « suspendre » la nouvelle baisse des dotations

Le président de l'Association des maires de France Jacques Péliard, a demandé le 20 février au Premier ministre, lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, de « suspendre cette décision non concertée » du doublement de la baisse des dotations aux collectivités.

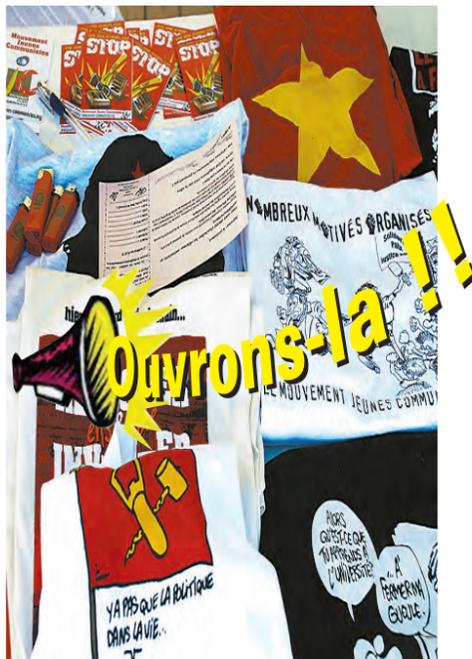
Il a rappelé que cette baisse en forme de « coup de massue sans précédent » (voir Maire Info des 12 et 13 février) représentait un « cumul de 4,5 milliards d'euros à l'horizon 2015 », sans compter les « 2 milliards par an » de dépenses supplémentaires induites par « l'augmentation des charges » nouvelles imposées aux collectivités : « augmentation du taux de cotisation de retraite des agents, augmentation du taux de TVA qui va impacter la gestion des déchets et des transports, réforme des rythmes scolaires dont le coût évalué est de 600 millions d'euros alors que le fonds d'amorçage n'est que de 250 millions », a détaillé le président de l'AMF.

« Si la diminution des dotations est confirmée, les collectivités seront condamnées à réduire les services à la population, les subventions aux associations, à réduire les investissements, alors que 70% des investissements du bloc civil sont assurés par les collectivités locales, qui représentent 45% du chiffre d'affaires du secteur des travaux publics », a-t-il insisté. En conséquence, Jacques Péliard a demandé « de suspendre cette décision non concertée » du doublement de la baisse des dotations, et d'ouvrir un « vrai dialogue sur les dotations et les charges induites par la politique de l'Etat ».

Ouvrons-là

20 millions : le prix de l'autonomie

par Adrien HELARY



Si l'argent ne manque pas lorsqu'il s'agit d'affirmer notre puissance militaire sur le continent africain, il se trouve curieusement limité lorsqu'il s'agit de former la jeunesse. Il est vrai que notre armée souffre d'un surplus d'officier et d'un manque de militaires pour faire le coup de feu contre le terroriste. De là à penser que l'accès à l'université serait volontairement limité pour remplir nos casernes, il n'y a qu'un pas que je ne franchirais pas. Selon les vœux des libéraux qu'ils soient socialistes ou conservateurs les universités doivent devenir « autonome ». L'université de Nantes est donc théoriquement autonome et le sera dans la pratique dès qu'elle aura trouvé 20 millions. Depuis 2002 les gouvernements successifs se sont employés à désengager l'état de sa responsabilité en matière de recherche et d'enseignement supérieur. Différentes réformes se sont succédées avec pour seule ambition d'économiser quelques euros par ci par là. Les universités se sont vu ainsi allouer la responsabilité de l'entretien de leurs bâtiments ainsi que de la gestion de leur masse salariale. L'état devant à travers une dotation compenser ces nouveaux poids sur le budget de la fac. **La dotation est naturellement insuffisante et la fac se trouve aujourd'hui dans l'incapacité de fonctionner.** Des cours sont supprimés, les examens regroupés pour diminuer les frais de corrections, les locaux sont régulièrement loués bousculant le déroulement des cours et à terme ce sont des filières entières qui sont menacées. Pour s'opposer à cette destruction de l'enseignement supérieur public les étudiants ont commencé à s'organiser à travers la France. L'UEC souhaite un rassemblement fort pour défendre le droit universel aux études supérieurs. Toutefois la faiblesse des organisations étudiantes ainsi que le flou entretenu autour du futur projet de loi Fioraso freinent la mise en mouvement des étudiants.

Manifestations du 70^{ème} anniversaire des «procès des 42 et des 16 » Francs tireurs et partisans nantais



De nombreux Hommages ont été rendus dans notre département aux Ftp nantais morts pour la France. Ces hommages se sont déroulés du 9 au 17 février, ils ont rassemblé plusieurs centaines de participants. Du dévoilement de la statue « Espérance »

dédiée à Renée LOSQ jusqu'à la cérémonie d'hommage au carré des républicains espagnols de la Chapelle Basse Mer, il a été remémoré le sacrifice, le combat et l'héroïsme de dizaines de résistants pour la plupart communistes et militants syndicaux de la

CGT. C'est ce qu'ont rappelé dans leurs interventions les nombreuses personnalités, représentants de l'Amicale Châteaubriant Voves Rouillé Aincourt, du Comité départemental du souvenir, de nombreuses Associations d'anciens combattants, de déportés, de familles de fusillés, d'élus locaux présents durant toutes ces cérémonies. A cette occasion, une salle municipale portant le nom de Claude MILLOT ainsi qu'une rue nommée Louis et Louise LE PAIH ont été inaugurées à Nantes en présence notamment du Maire de la ville, Patrick RAIMBERT, de Cécile ROL TANGUY, de représentants du Parti communiste français, de la CGT et des organisations ci-dessus mentionnées.



Fête des nouvelles de Loire-Atlantique

La Fête!
rebelle et fraternelle

18 et 19 mai 2013

Parc paysager de Saint-Nazaire

Les Nouvelles de Loire Atlantique MEETING
Débats Animations concerts exceptionnels !

Vite lu...



Nécrologie

C'est avec regrets que nous avons appris le décès de Mariano MONNIER, camarade de la section communiste de Rezé Sud Loire. Mariano était un homme attachant, d'une grande générosité. Handicapé depuis son enfance, il a mené beaucoup de combats pour la reconnaissance et le droit des personnes Handicapées. Il a aussi rédigé de nombreux poèmes qu'il aimait lire à ses camarades. Il laisse derrière lui un grand vide. Nous avons aussi appris le décès de Marcel LANDRE, militant de la section de Nantes qui nous a quitté après une longue maladie. Nous adressons à leurs familles et à leurs proches nos plus sincères condoléances.

« Nouvelles de Loire Atlantique »
Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0315 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Publihebdo Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Pedro MAIA
Yann VINCE
Mireille PERNOT
Robin SALECROIX
André MAURICE



L'agenda

Mardi 5 mars : Journée de mobilisation contre l'accord dit de « sécurisation de l'emploi ». Manifestations à Ancenis, Châteaubriant, Nantes et St-Nazaire à 10H30.

Mardi 5 mars : Réunion du comité de la section Rezé Sud Loire.

Vendredi 8 mars : Journée internationale de la femme.

Du 8 au 10 mars : Projection de films, débats et rassemblements à l'initiative du collectif « Mères du Samedi », salle de la Manu, place Royale et Maison des Haubans de Malakoff à Nantes.

Mardi 12 mars : Réunion du Conseil départemental à 18H30 au siège de la Fédération.